

DE : C.C.E. BRUXELLES - COL64 - S.G.COL
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 17:02 22-06-84 000178427 - 4887

NO REF 114431-SG/BERL 11/50

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 175 DU 22 JUIN 1984 ADRESSE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 CONSEIL EUROPEEN

A LA VEILLE DU CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU ET APRES AVOIR RENCONTRE LE PRESIDENT MITTERAND A PARIS DANS LE CADRE DE SA TOURNEE DES CAPITALES, LE PRESIDENT THORN A TENU JEUDI UNE CONFERENCE DE PRESSE.

IL A INDIQUE QUE LE PREMIER SOUCI DE LA COMMISSION ETAIT DE DEBLAYER LA VOIE DE L'EUROPE DES 'SCORIES' QUI L'ENCOMBRENT ET LA REMETTRE EN ETAT DE MARCHÉ : REGLER LE CONTENTIEUX

BUDGETAIRE ET DONNER A LA COMMUNAUTE LES MOYENS DE SA CONTINUITE ET DE SON DEVELOPPEMENT PAR DES RESSOURCES APPROPRIEES.

UN ACCORD SUR CES SUJETS OUVRIRAIT LA VOIE D'UNE RELANCE DE L'EUROPE :

- (- POLITIQUES COMMUNES POUR FAIRE FACE AUX DEFIS DE LA TROISIEME REVOLUTION INDUSTRIELLE ET DES TECHNOLOGIES MODERNES.
- (- RELANCE POLITIQUE : RENFORCEMENT DE L'UNION EUROPEENNE DANS LA VOIE TRACEE PAR LE DISCOURS DE STRASBOURG DU PRESIDENT MITTERAND ET LE PROJET DE TRAITE DU PARLEMENT EUROPEEN.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'AGRICULTURE' (18 ET 19 JUIN)

A) POLITIQUE DES STRUCTURES

LE CONSEIL A ADOPTE LES REGLEMENTS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES ET L'ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LES REGIONS DEFAVORISEES DE L'OUEST DE L IRLANDE.

EN CE QUI CONCERNE LES POINTS ENCORE EN SUSPENS, IL A INVITE LE GROUPE DES DIRECTEURS DES STRUCTURES A LES APPROFONDIR ET LUI PRESENTER UN RAPPORT CONCLUSIF LORS DE SA PROCHAINE REUNION DES 16 ET 17 JUILLET.

B) HUILE D'OLIVE

LE CONSEIL S'EST PENCHE PLUS PARTICULIEREMENT SUR LE FINANCEMENT DES AGENCES DE CONTROLE A METTRE EN PLACE DANS LES ETATS MEMBRES PRODUCTEURS ET LES SANCTIONS A PREVOIR EN CAS

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	
TRADE	
AGRI.	to
LEGAL	ALL
FIN & DEV.	
SCI & ENE.	
SUP. AG.	
ADM.	
C.F.	

Western Union International Telex

Western Union International Telex

D'INFRACTION AU REGIME D'AIDE. UN CONSENSUS POLITIQUE A ETE ENREGISTRE POUR CES DERNIERS ASPECTS, UN ACCORD DEFINITIF POUR L'ENSEMBLE DES MESURES PROPOSEES ETANT PREVU DANS UN BREF DELAI, APRES UN NOUVEL EXAMEN AU NIVEAU DU COMITE SPECIAL AGRICULTURE DES PROBLEMES ENCORE EN SUSPENS.

C) AIDE ALIMENTAIRE

LE CONSEIL A ENTENDU UN EXPOSE DE M. PISANI SUR LES PROBLEMES QUI SE POSENT POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE DES PVD A L'EGARD NOTAMMENT DES PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES DE LA COMMUNAUTE.

IL A SOULIGNE QUE LES BESOINS D'IMPORTATIONS DES PVD VONT CONTINUER A S ACCROITRE PLUS VITE QUE LA PRODUCTION INTERNE, DU MOINS JUSQU'A LA FIN DU SIECLE ET QUE DONC IL SERAIT ILLUSOIRE DE CROIRE QUE L'AIDE ALIMENTAIRE DEVRA PROCHAINEMENT DISPARAITRE. TOUTEFOIS, IL FAUT LA GERER DE MANIERE A ENCOURAGER LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS LES PVD. LE CONSEIL EST CONVENU D'AVOIR UN DEBAT PLUS APPROFONDI LORS D'UNE DES SESSIONS DU DEUXIEME SEMESTRE.

D) BEURRE NOUVELLE-ZELANDE

UN CONSENSUS S'EST ENFIN DEGAGE DANS LE CONSEIL SUR UN REGIME D'IMPORTATION DURABLE, COUVRANT LES ANNEES 1984-1986, AVEC UNE CERTAINE DEGRESSIVITE 83.000 T. EN 1984, 81.000 ET 79.000 T. LES ANNEES SUIVANTES. CE REGIME TRIENNAL RESTE INFERIEUR AUX PROPOSITIONS DE LA COMMISSION (QUI AVAIT PROPOSE 5 ANS), MAIS EST A LA FOIS ACCEPTABLE POUR L'IRLANDE (QUI MAINTENAIT JUSQU'ICI UNE RESERVE) ET POUR LA NOUVELLE-ZELANDE ELLE-MEME. AUCUN ENGAGEMENT N'A ETE PRIS QUANT A LA POURSUITE DES IMPORTATIONS APRES CETTE PERIODE. LE DEBLOCAGE DE CE DOSSIER PERMET EGALEMENT DE PROCEDER A L'ECHANGE DE LETTRES SUR LES 'ZONES SENSIBLES' (FRANCE ET IRLANDE) DANS LE SECTEUR DE LA VIANDE OVINE. LES DEUX TEXTES DEVRAIENT ETRE FORMELLEMENT APPROUVES PAR LE CONSEIL A SA PROCHAINE SESSION.

2.2 QUESTIONS BUDGETAIRES

A) COUVERTURE DES DEPENSES BUDGETAIRES DE 1984

LE PRESIDENT A CONCLU QU IL CONVIENT DE MAINTENIR LE CONSEIL (BUDGET) PREVU POUR LES 18 ET 19 JUILLET, BIEN QUE L'AVIS DU PARLEMENT NE SERA PAS DISPONIBLE AVANT LA PREMIERE SESSION DU NOUVEAU PARLEMENT, PREVUE POUR LE 24 JUILLET, LES DECISIONS FORMELLES ETANT CONSACREES ENSUITE PAR PROCEDURE ECRITE.

POUR LE RESTE, LE PRESIDENT CONSTATE, AU STADE ACTUEL, L'ABSENCE D'ACCORD AU SEIN DU CONSEIL, SOIT SUR LES EVENTUELLES ECONOMIES A EFFECTUER A L'INTERIEUR DU BUDGET EXISTANT, SOIT SUR LES MESURES A ADOPTER AFIN D'ASSURER LA DISPONIBILITE DE RESSOURCES BUDGETAIRES SUPPLEMENTAIRES.

B) DISCIPLINE BUDGETAIRE

LE CONSEIL A PRIS ACTE DES TRAVAUX MENES AU SEIN DU CONSEIL ECONOMIE-FINANCES EN CE QUI CONCERNE LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DES ORIENTATIONS FIXEES PAR LE CONSEIL EUROPEEN, ET CONSTATE QUE LES INSTANCES COMPETENTES DOIVENT POURSUIVRE LEURS TRAVAUX SUR CETTE BASE.

2.3 FEDER

LA REUNION DE CONCERTATION ENTRE LE CONSEIL ET LE PARLEMENT, AVEC LA PARTICIPATION DE LA COMMISSION, AU SUJET DU PROJET DE REVISION DU REGLEMENT A PERMIS UN DEBAT APPROFONDI DE TOUS LES ASPECTS MAJEURS ET DE CONFRONTER LES POSITIONS DES TROIS INSTITUTIONS.

CELLES-CI ONT CONSTATE LA CONCLUSION SATISFAISANTE DE LA PROCEDURE DE CONCERTATION ET ONT CONVENU D'UNE DECLARATION COMMUNE COMPORTANT CERTAINS ELEMENTS DONT

- (- LES INTERVENTIONS DU FONDS AURONT COMME PRIORITE LA SUPPRESSION DES DESEQUILIBRES REGIONAUX. LES INSTITUTIONS TIENDRONT LE PLUS GRAND COMPTE DES IMPLICATIONS REGIONALES DES AUTRES POLITIQUES COMMUNES.
- (- LES TROIS INSTITUTIONS CONVIENNENT DE L'INTERET D'UNE RELATION PLUS EFFICACE ENTRE LA COMMISSION ET LES AUTORITES REGIONALES OU LOCALES.

A LA SUITE DE CETTE REUNION, LE CONSEIL A ARRETE LE REGLEMENT SUR LA REFORME DU FONDS QUI ENTRERA EN VIGUEUR LE 1ER JANVIER PROCHAIN CONCLUANT AINSI TROIS ANNEES DE NEGOCIATION (NOTRE TELEX DU 18 MAI).

(AUPARAVANT LE CONSEIL AVAIT UNE NOUVELLE FOIS DISCUTE DES POSSIBILITES D AMELIORER LES PROCEDURES DE CONCERTATION DE FACON A DONNER QUELQUE SATISFACTION AUX SOUHAITS DU PARLEMENT. LE CONSEIL N'A PAS ETE EN MESURE, A CE STADE, D'ARRIVER A UN ACCORD SUR UN TEXTE ACCEPTE PAR NEUF DELEGATIONS. LA PRESIDENCE A CEPENDANT EXPRIME L'AVIS QUE LA PLUPART DES POINTS DE CE PROJET POURRONT NEANMOINS ETRE SUIVIS DE FACON PRAGMATIQUE PAR LES PRESIDENCES SUCCESSIVES TOUT EN S EFFORCANT EN COMMUN, AVEC LA COMMISSION, DE PARVENIR A UN ALLEGEMENT DES PROCEDURES EXISTANTES).

3. ELARGISSEMENT

3.1 CONFERENCE MINISTERIELLE PORTUGAL (18 JUIN)

CETTE SESSION A PERMIS L'ECHANGE DE DEUX IMPORTANTES DECLARATIONS SUR LE CHAPITRE AGRICOLE. LE VICE-PRESIDENT NATALI A ESTIME QU'UN ACCORD GLOBAL SUR LE CHAPITRE AGRICOLE POURRAIT ETRE ENREGISTRE LORS DE LA PROCHAINE SESSION, PREVUE POUR LES 23 ET 24 JUILLET. EN OUTRE, LA COMMUNAUTE A PRESENTE UNE DECLARATION SUR LES CONTINGENTS D'IMPORTATION FUTURS DU PORTUGAL EN PROVENANCE DES PAYS DU GATT ET A COMMERCE D'ETAT.

LA DELEGATION PORTUGAISE A PRESENTE UNE DECLARATION SUR LA PECHE REpondant A LA POSITION COMMUNAUTAIRE DU MOIS DE MAI.

3.2 CONFERENCE MINISTERIELLE ESPAGNE (19 JUIN)

LA 21EME SESSION QUI S EST TENUE A LUXEMBOURG N'A FINALEMENT PAS DONNE LIEU A LA NEGOCIATION ATTENDUE, LA DELEGATION ESPAGNOLE AYANT D'ENTREE DE JEU REAFFIRME AVEC FORCE SES OBJECTIONS AUX POSITIONS DE LA COMMUNAUTE SUR LES PRINCIPAUX CHAPITRES DE LA NEGOCIATION ET SUR LEUR EQUILIBRE D'ENSEMBLE.



CETTE SESSION A CE...NDANT ETE SUIVIE SUR PLACE PAR UNE LONGUE REUNION INFORMELLE DES DEUX CHEFS DE DELEGATION A LAQUELLE ONT PARTICIPE, POUR LA COMMISSION, LES VICE-PRESIDENTS NATALI ET DAVIGNON. CETTE REUNION A PERMIS D'AMORCER D'UTILES CLARIFICATIONS EN VUE DE LA REPRISE DES NEGOCIATIONS PREVUE POUR LES 23/24 JUILLET.

3.3 COOPERATION FINANCIERE AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

LE CONSEIL, EN VUE DE LA PROLONGATION DE LA COOPERATION FINANCIERE AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL, A RECOMMANDE A LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT DE METTRE A LA DISPOSITION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL A PARTIR DU 1ER JUILLET 1984 ET JUSQU'A FIN 1985 UN MONTANT DE L'ORDRE DE RESPECTIVEMENT 250 MECU ET 150 MECU SOUS FORME DE PRETS NORMAUX SUR SES RESSOURCES PROPRES.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 EC-SWEDEN HIGH LEVEL CONSULTATIONS

THE ANNUAL HIGH LEVEL MEETING TOOK PLACE IN BRUSSELS ON 21 JUNE. THE MEETING, THE FOURTH OF ITS KIND FORMS AN ESSENTIAL ELEMENT IN THE DIALOGUE BETWEEN THE TWO PARTIES.

THE COMMISSION DELEGATION WAS LED BY VICE-PRESIDENT HAFERKAMP. THE SWEDISH DELEGATION WAS LED BY MR MATS HELLSTROM, MINISTER OF FOREIGN TRADE.

THE TWO PARTIES REVIEWED THEIR OVERALL ECONOMIC RELATIONS AND EXPRESSED THEIR SATISFACTION THAT THE TRANSITION TO FULL INDUSTRIAL FREE TRADE HAD BEEN ACHIEVED ON 1 JANUARY 1984. THEY WELCOMED THAT FACT THAT THE LUXEMBOURG EC-EFTA MINISTERIAL MEETING OF APRIL 1984 HAD GIVEN A POLITICAL IMPETUS TO A FURTHER WIDENING AND DEEPENING OF THIS COOPERATION. BOTH SIDES STRESSED IN PARTICULAR THEIR POLITICAL WILLINGNESS TO PUSH AHEAD WITH THE OBJECTIVE OF FACILITATING THE MOVEMENT OF GOODS IN THE EC-EFTA EUROPEAN ECONOMIC SPACE.

ON THE INTERNATIONAL FRONT MR HAFERKAMP AND MR HELLSTROM HELD AN EXCHANGE OF VIEWS ON THE RESULTS OF THE RECENT ECONOMIC SUMMIT IN LONDON.

BOTH SIDES CONFIRMED THEIR VIEW THAT A NEW ROUND OF MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS LAUNCHED AFTER THOROUGH PREPARATION WOULD BE OF INTEREST TO ALL GATT MEMBERS.

THE WISH WAS ALSO EXPRESSED TO INTENSIFY COOPERATION ON SEVERAL QUESTIONS OF BILATERAL INTEREST, IN PARTICULAR RESEARCH AND DEVELOPMENT AND THE PROTECTION OF THE ENVIRONMENT.

4.2 YUGOSLAVIE

LE CONSEIL DE COOPERATION CEE/YOUGOSLAVIE S'EST REUNI A LUXEMBOURG, LE 18 JUIN, SOUS LA PRESIDENCE DE M. DIZDAREVIC. M. CLAUDE CHEYSSON ETAIT A LA TETE DE LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE ET M. HAFERKAMP REPRESENTAIT LA COMMISSION.

LE CONSEIL DE COOPERATION A PASSE EN REVUE LES RESULTATS DE LA COOPERATION SUR LE PLAN COMMERCIAL ET FINANCIER EN SE REJOUISSANT DU DEVELOPPEMENT DES ECHANGES QUI A CONDUIT LE DEFICIT COMMERCIAL DE LA YUGOSLAVIE A DIMINUER DE 600 MILLIONS D'ECU. DE MEME, L'ENSEMBLE DES FONDS DU PROTOCOLE FINANCIER (200 MILLIONS D'ECU) A ETE TOTALEMENT ENGAGE.

LE CONSEIL DE COOPERATION A EXAMINE LES PERSPECTIVES D'AVENIR. IL EST CONVENU QUE LES DISPOSITIONS COMMERCIALES DE L'ACCORD, QUI ARRIVENT A ECHEANCE LE 30 JUIN 1985, SERONT PROROGES EN SORTE QUE LA NEGOCIATION SUR CES DISPOSITIONS COMMERCIALES SOIT JUMEE AVEC LA NEGOCIATION D'UN PROTOCOLE D'ADAPTATION QUI SUIVRA L'ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL A LA COMMUNAUTE. LA COMMUNAUTE N'A PU ACCEPTER QUE LE PROBLEME DES EXPORTATIONS DE VIANDE BOVINE SOIT SORTI DE CE PAQUET POUR FAIRE L'OBJET D'UN REEXAMEN IMMEDIAT.

LA COMMUNAUTE A ACCEPTE LE PRINCIPE DE L'OCTROI A LA YUGOSLAVIE D'UN DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER. LA NEGOCIATION SUR CE POINT DEVRAIT AVOIR LIEU EN TEMPS UTILE AVANT L'EXPIRATION DE L'ACTUEL PROTOCOLE, LE 30 JUIN 1985. LE CONSEIL DE COOPERATION A EGALEMENT FAIT LE BILAN DE LA COOPERATION AU COURS DE L'ANNEE PASSEE ET A FIXE LES ORIENTATIONS DE LA COOPERATION POUR L'ANNEE A VENIR. SUR CE POINT, LES DEBATS SE SONT REDUITS A UN MINIMUM, CHAQUE PARTIE ESTIMANT TRES POSITIFS LES RESULTATS DE LA COOPERATION QUI S'EST ETABLIE.

ENFIN, LA PARTIE YUGOSLAVE A TENU A TRAITER EGALEMENT DES CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT. LA COMMUNAUTE A PRIS ACTE DES PREOCCUPATIONS YUGOSLAVES ET A ASSURE SON PARTENAIRE QUE TOUT SERAIT MIS EN OEUVRE POUR QUE, COMME POUR LES AUTRES PARTENAIRES MEDITERRANEENS, L'ELARGISSEMENT NE CONDUISE PAS A CREER DES PROBLEMES NOUVEAUX.

4.3 PAKISTAN VISITE MINISTRE AFFAIRES ETRANGERES (20 JUIN)

M. YAQUB KHAN, RECU PAR M. HAFERKAMP, A EXPRIME LA RECONNAISSANCE DE SON PAYS POUR L'AIDE COMMUNAUTAIRE BILATERALE ET AUX REFUGIES AFGHANS AU PAKISTAN ET A RAPPELE LES DEMANDES DE SON PAYS EN VUE D'UN MEILLEUR ACCES AU MARCHÉ COMMUNAUTAIRE DU RIZ ET DES PRODUITS TEXTILES.

L'ENTRETIEN A EGALEMENT PORTE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE, LE PROBLEME DES DETTES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT POUR LEQUEL M. HAFERKAMP A ASSURE SON VISITEUR DE L'APPUI COMMUNAUTAIRE DANS LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION, LA RELANCE DU DIALOGUE NORD/SUD ET LE SOMMET DE LONDRES.

(M. HAFERKAMP A INFORME SON VISITEUR QUE LE MANDAT DE NEGOCIATION CONCERNANT UN NOUVEL ACCORD DE COOPERATION CEE-PAKISTAN N'A PAS ENCORE ETE DEFINI PAR LE CONSEIL DES 'AFFAIRES ETRANGERES'. IL S'EST CEPENDANT MONTRE OPTIMISTE SUR LE DEBLOCAGE PROCHAIN DE CE DOSSIER).

Western Union International, Inc.

International Telex

Western Union International, Inc.

4.4 PECHE : OCEAN INDIEN

L'ACCORD QUE VIENT DE CONCLURE LA COMMUNAUTE AVEC LES SEYCHELLES REPRESENTE LA PREMIERE ETAPE D'UNE COOPERATION POUR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DE L'OCEAN INDIEN DANS LEQUEL LA COMMUNAUTE EST ETAT COTIER DU FAIT DE L'ILE DE LA REUNION. CECI EST A .UGER EGALEMENT SOUS L'ASPECT D'UNE ORGANISATION REGIONALE DE LA CONSERVATION ET DE LA GESTION DES STOCKS THONIERS, PROJET COMPRENANT LES SEYCHELLES, L'ILE MAURICE, LES COMORES ET MADAGASCAR.

LE GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR, L'ILE LA PLUS IMPORTANTE DE CETTE REGION, A FAIT ETAT OFFICIELLEMENT DE SON INTERET CONCRET DANS UN ACCORD DE PECHE AVEC LA COMMUNAUTE, QUI PRESENTERAIT UNE AUTRE CONTRIBUTION CONSIDERABLE A LA CONSOLIDATION DES ACTIVITES DE LA FLOTTE THONIERE DE LA COMMUNAUTE.

LA COMMISSION VIENT DONC D'APPROUVER UNE RECOMMANDATION AU CONSEIL CONCERNANT LES DIRECTIVES DE NEGOCIATION EN VUE DE CE FUTUR ACCORD.

4.5 POLITIQUE MEDITERRANEENNE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE

LE CONSEIL A PROCEDÉ A UN ECHANGE DE VUES APPROFONDI SUR LES ORIENTATIONS DE LA FUTURE POLITIQUE ET RAPPELE L'IMPORTANCE POLITIQUE ET ECONOMIQUE QU'IL ATTACHE AUX RELATIONS AVEC LES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN. IL EST CONVENU DE POURSUIVRE SES DELIBERATIONS EN VUE D'ARRIVER RAPIDEMENT A DES CONCLUSIONS EN LA MATIERE.

4.6 CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION: 10E SESSION MINISTERIELLE

LE CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION A EU LIEU DU 11 AU 15 JUIN A ADDIS ABEBA. THEMES PRINCIPAUX :

- (- PROGRES ACCOMPLIS DEPUIS LA CONFERENCE MONDIALE DE 1974
- (- SITUATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE
- (- MESURES A PRENDRE EN VUE DE L'ELIMINATION DE LA FAIM AVANT LA FIN DU SIECLE.

DANS SON DISCOURS, M. PISANI A EXPLICITE LES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DANS LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE (STRATEGIES ALIMENTAIRES, ACTIONS THEMATIQUES). M. PISANI, AUSSI BIEN QUE LE MINISTRE ROCARD, ONT ABORDE LE PROBLEME DU ROLE DU COMMERCE INTERNATIONAL DANS LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE. ILS ONT PLAIDE POUR DES INITIATIVES EN FAVEUR DE LA STABILISATION DES MARCHES DE PRODUITS AGRICOLES EN REFUTANT LES ARGUMENTS DE CEUX QUI PRECONISENT LA 'LIBERALISATION A L'OUTRANCE'.

LES CONCLUSIONS DE CETTE 10E SESSION, QUI SERONT TRANSMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES VIA L'ECOSOC, CONTIENNENT PEU D'ELEMENTS NOUVEAUX. ELLES TENDENT PRINCIPALEMENT A AFFIRMER L'IMPORTANCE :

- (- DE POLITIQUES ALIMENTAIRES ADEQUATES DANS LES PVD
- (-DES AMELIORATIONS DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

(- RENFORCEMENT DE L'ASSISTANCE FINANCIERE ET TECHNIQUE
EXTERIEURE AUX PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET
ALIMENTAIRE. DANS CE CONTEXTE L'IMPORTANCE DU RENOUVELLEMENT DU
FIDA (FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE) A ETE
SOULIGNE.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI A